

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 27 - 30 mai 1996

RESSOURCES ET FINANCES

Point 8 de l'ordre du jour

F

Distribution: GENERALE

**WFP/EB.A/96/8
11 avril 1996
ORIGINAL: ANGLAIS**

**RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET,
1994-95**

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

INTRODUCTION

1. Le Directeur exécutif présente son rapport sur l'exécution du budget 1994-95 au Conseil d'administration, pour information. Ce rapport a également été présenté au Comité financier de la FAO et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires des Nations Unies (CCQAB) conformément à la disposition 29 d) des Règles générales. Les chiffres mentionnés sont provisoires car les comptes de l'exercice biennal n'avaient pas encore été vérifiés lorsque le présent document a été établi. On ne prévoit cependant aucun écart important.
2. Le présent rapport comprend trois parties: la première est consacrée aux apports de ressources; la deuxième porte sur l'exécution du budget alloué aux opérations du Programme, et notamment sur l'utilisation de l'Autorisation pour les opérations logistiques d'urgence (ALU) et autres allocations; la troisième traite des dépenses administratives et de soutien au programme (ASP).
3. L'exercice a débuté sur la base d'une projection des apports de ressources que le CPA avait considérée comme optimiste à sa trente-sixième session (automne 1993). Le Directeur exécutif a donc entrepris d'exécuter le budget avec la plus grande prudence. Pour être plus réaliste, les estimations des contributions en espèces au titre du programme ordinaire ainsi que le remboursement des frais de soutien afférents à la RAIU et aux IPR ont été révisés à la baisse. En conséquence, l'allocation ASP a été sensiblement réduite pour la première année.
4. Sur la base de l'exécution au cours de la première année, dont il a été fait rapport au CPA au printemps 1995, les estimations concernant les opérations pour l'exercice ont été ramenées à 2,953 milliards de dollars (sur un montant initial de 3,902 milliards de dollars). Le niveau effectif des opérations en termes de ressources disponibles a atteint 2,845 milliards de dollars. Grâce à plusieurs mesures d'économie, l'allocation ASP a été réduite à 197 millions de dollars (93,1 pour cent du budget). D'autres mesures, consistant par exemple à laisser vacants les postes non pourvus et à utiliser les fonds correspondants pour engager du personnel temporaire ont engendré des économies supplémentaires, de sorte que les dépenses ASP effectives ont été limitées à 182 millions de dollars, soit 92,3 pour cent de l'allocation. S'il est à craindre que ces fortes réductions de dépenses aient des effets préjudiciables qui ne soient pas immédiatement évidents au cours de l'exercice, le Directeur exécutif a été en mesure de faire fonctionner le PAM pendant ces deux années avec 86 pour cent du budget ASP approuvé.



APPORTS DE RESSOURCES

5. L'estimation initiale des apports de ressources pour 1994-95, figurant dans le document CFA: 36/5 approuvé par le CPA à sa trente-sixième session, était de 3,902 milliards de dollars (nets du remboursement des frais de soutien afférents aux contributions IPR et RAIU). Cette estimation a été révisée en 1995 à 2,953 milliards de dollars lors de la préparation du budget pour 1996-97, figurant dans le document CFA: 40/4 approuvé par le CPA à sa quarantième session. Les ressources effectivement disponibles pour l'exercice ont été estimées à 2,845 milliards de dollars, comme il est indiqué dans le tableau ci-dessous.

CONTRIBUTIONS - ESPECES ET PRODUITS 1994-95 (en millions de dollars)				
Sources	Disponibilité estimée		Disponibilité effective	Ecart
	Initiale	Révisée ¹		
Programme ordinaire	1 284	801	850	49
IPR	1 000	547	517	-30
RAIU (y compris CII)	1 060	1 131	1 067	-64
OUS	200	188	160	-28
Opérations bilatérales	320	245	221	-24
Autres ²	38	41	30	-11
Total	3 902	2 953	2 845	-108

¹ Chiffres révisés en 1995.

² Comprend les articles non alimentaires, les opérations spéciales et le programme des administrateurs auxiliaires.

6. Les ressources disponibles au titre du programme ordinaire ont dépassé de 48,5 millions de dollars les estimations révisées. L'écart net n'a toutefois été que de 35 millions de dollars une fois corrigé de la sous-utilisation des frais de soutien (13,5 millions de dollars). Cet écart a été dû principalement à une disponibilité plus importante de produits (deux millions de dollars) et de ressources en espèces fournies par les donateurs pour l'achat de produits (20 millions de dollars); à des contributions en espèces supplémentaires des donateurs au titre de périodes précédentes (11,6 millions de dollars); aux recettes sensiblement plus élevées résultant de l'amélioration des taux d'intérêt et de liquidités plus importantes que prévu (11,6 millions de dollars); à d'autres recettes diverses (3,3 millions de dollars) y compris des contributions plus élevées que prévu des gouvernements bénéficiaires aux dépenses de fonctionnement local; et enfin aux gains de change. Ces suppléments de ressources ont eu pour principal effet de dégager un excédent d'exploitation à la clôture de l'exercice.
7. Le volume des apports et des livraisons de produits pour l'exercice avait été initialement estimé à neuf millions de tonnes. Cette estimation a été révisée en 1995 à 6,04 millions de tonnes. Les livraisons effectives se sont montées à 6,23 millions de tonnes. L'estimation initiale était fondée sur les résultats de l'exercice 1992-93. Les



livraisons effectives ont toutefois été en baisse en 1994-95, en raison principalement de la diminution des contributions en produits au programme ordinaire (de un million de tonnes), à la réduction des besoins au titre des opérations d'urgence et des interventions prolongées (de 0,6 million de tonnes), et de la forte baisse des livraisons dans le cadre des opérations bilatérales (de 1,4 million de tonnes).

CONTRIBUTIONS - PRODUITS (*en millions de tonnes*)

Programme	Estimation initiale (document CFA: 36/5)	Estimation révisée (document CFA: 40/4)	Livraisons effectives
Programme ordinaires	3,0	1,96	2,04
IPR	2,0	1,35	1,32
RAIU	2,0	2,20	2,31
Opérations bilatérales et autres	2,0	0,53	0,56
Total	9,0	6,04	6,23

DEPENSES OPERATIONNELLES

8. La valeur des opérations du PAM en termes de dépenses, y compris celles d'ASP, s'est élevée au cours de l'exercice 1994-95 à 2,691 milliards de dollars - soit 1,5 milliard en 1994 et 1,191 milliard en 1995, ainsi qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous. La ventilation des dépenses par programme et par catégorie est donnée à l'Annexe I. La figure ci-dessous représente les types de dépenses.

DEPENSES OPERATIONNELLES ET ASP (*en millions de dollars*)

	1994	1995	Total
Développement	312	341	653
IPR	263	187	450
Opérations d'urgence	610	424	1 034
Opérations bilatérales et autres	228	144	372
ASP	87	95	182
Total	1 500	1 191	2 691



9. Les opérations sont examinées dans leurs grandes lignes, ci-dessous.

Projets de développement

10. Trente-trois nouveaux projets de développement et élargissements ont été approuvés par le CPA ou par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués, pour une valeur totale de 496 millions de dollars. Les dépenses totales au cours de l'exercice se sont élevées à 653 millions de dollars, dont 527 millions en produits et 126 millions en espèces. Un effort rigoureux a été fait au cours de l'exercice pour libérer la valeur des engagements non utilisée au titre des projets improductifs. Cette action, et la détermination de réduire les nouveaux projets à la lumière des ressources disponibles, ont abouti à une valeur de projets non utilisée chiffrée en fin d'exercice à 644 millions de dollars - soit une réduction de 53 pour cent par rapport à la valeur en début d'exercice.

Interventions prolongées en faveur de réfugiés et de personnes déplacées (IPR)

11. Trente nouvelles opérations et élargissements IPR ont été approuvés par le CPA ou par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués, pour une valeur totale de 700 millions de dollars. Les dépenses totales se sont élevées à 450 millions de dollars, dont 294 millions en produits et 157 millions en espèces.

Opérations d'urgence

12. Soixante-huit opérations d'urgence ont été approuvées par le Directeur exécutif, ou par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO, pour une valeur totale de 1 523 millions de dollars. Les dépenses de l'exercice se sont montées à 1 034 millions de dollars, dont 586 millions en produits et 448 millions en espèces.

Opérations bilatérales et autres opérations

13. Le PAM a fourni des services bilatéraux et participé à des opérations d'urgence spéciales, mis en oeuvre le Programme spécifique d'administrateurs auxiliaires (JPO), acheté des articles non alimentaires et exécuté d'autres opérations. La valeur totale de ces activités a atteint, en 1994-95, 372 millions de dollars.

INITIATIVES OPERATIONNELLES

14. La réduction des coûts et la génération de recettes ont été les principaux thèmes débattus lors de l'examen du Plan stratégique et financier (PSF) pour 1994-95. En conséquence, les propositions budgétaires pour l'exercice comprenaient diverses initiatives débouchant sur 53 millions de dollars d'économies, dont 10,4 millions sur les opérations revenant aux ressources du programme ordinaire du PAM, 38,4 millions sur les opérations revenant aux donateurs, et une réduction de 4,2 millions de dollars des dépenses ASP.



ECONOMIES (en millions de dollars)			
1994-95	Objet	Estimations initiales	Chiffres effectifs
Opérations (PAM)	Intérêt sur les comptes d'avance de fonds	0,8	0,4
	Meilleure gestion des liquidités	1,0	n.a.
	Transport et logistique	5,2	6,6
	Auto-assurance partielle	0,5	1,0
	Transport terrestre et TIEM	2,9	0,4
Total partiel		10,4	8,4
Opérations (donateurs)	Transport et logistique	5,5	1,2
	Auto-assurance partielle	0,8	2,3
	Transport terrestre et TIEM	31,6	31,7
	Réduction des pertes de produits	0,5	n.a.
Total partiel		38,4	35,2
ASP		4,2	5,3
Total		53,0	48,9

15. Si toutes les économies prévues pour chaque objet n'ont pas été possibles, une économie globale de 92 pour cent a cependant été réalisée. Au cours de l'exercice, le Secrétariat a très largement appliqué le principe de "rationalité financière": c'est-à-dire l'engagement de réduire les dépenses et de réaliser le maximum d'économies. Les membres du CPA ont été tenus informés des progrès réalisés au moyen de rapports intérimaires. Les résultats sont indiqués dans le tableau ci-dessus.
16. Les économies globales au titre des opérations revenant aux ressources du programme ordinaire du PAM se sont élevées à 8,4 millions de dollars. Les principaux postes concernés ont été le transport, la logistique et l'assurance. Les dépenses correspondantes ont pu être réduites grâce à une meilleure programmation, jointe à l'introduction d'un nouveau plan d'auto-assurance.
17. Si les économies réalisées n'ont pu être chiffrées avec précision, des améliorations ont indubitablement été apportées à la gestion des liquidités grâce à la mise en oeuvre de systèmes et de procédures permettant de mieux prévoir et de mieux suivre les investissements de fonds.
18. Les initiatives visant à réduire les dépenses opérationnelles incombant aux donateurs ont porté, entre autres mesures, sur le transport, l'assurance et le TIEM. L'adoption d'une méthode plus sévère d'examen et de r

